

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
EN SUISSE



البعثة الدائمة
لدى مكتب الأمم المتحدة
والمنظمات الدولية بسويسرا

MPAG/SH/ /N° 99 /10

OHCHR REGISTRY

29 JAN 2010

Recipients : SPD

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies et des Organisations internationales en Suisse présente ses compliments au Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et se référant à sa correspondance n° 2009LOPG du 19 novembre 2009, relative au questionnaire de l'Experte indépendante sur les obligations en rapport avec l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, a l'honneur de lui faire parvenir, en annexe, la réponse du Gouvernement algérien concernant le questionnaire susmentionné.

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire saisit cette occasion pour renouveler à l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 27 janvier 2010

Office du Haut Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme
Palais Wilson
51 Rue des Pâquis
1201 Genève

**Mise en œuvre de la résolution 7/22
du Conseil des droits de l'homme
Questionnaire relatif à la participation du secteur privé dans
l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement
Contribution de l'Algérie**

**1. les obligations des Etats dans le contexte de la participation
du secteur privé dans l'approvisionnement en services d'eau et
d'assainissement:**

Le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population est consacré par la loi n° 05-12 du 4 août 2005 relative à l'eau.

D'autres dispositions de la loi explicitent et consolident le droit à l'eau au niveau des objectifs assignés à la gestion de l'eau (satisfaction prioritaire des besoins de la population et préservation de la salubrité publique).

Ce droit est garanti à travers, d'une part, la mobilisation et la distribution d'eau en quantité suffisante et en qualité requise et, d'autre part, la collecte et l'épuration des eaux usées et pluviales et ceci, au moyen de services publics d'eau et d'assainissement qui font l'objet d'un cadre juridique spécifique.

Au plan institutionnel, la mise en œuvre du droit d'accès à l'eau relève de la responsabilité du ministère des ressources en eau.

**2. le cadre réglementaire mis en place par les Etats en la
matière:**

En vertu de la loi relative à l'eau, l'alimentation en eau potable et l'assainissement constituent des services publics relevant de la compétence de l'Etat et des communes.

Le cadre juridique régissant la gestion de ces services publics prévoit trois modes de gestion, à savoir :

- La concession octroyée par l'Etat ou les communes à des établissements publics qui sont actuellement l'Algérienne des Eaux et l'Office National de l'Assainissement ;
- La régie communale avec autonomie financière ;
- La délégation de gestion confiée à des opérateurs publics ou privés par l'Etat ou les établissements publics concessionnaires.

A ce titre, le cadre juridique établi permet à l'Etat ou aux concessionnaires publics de déléguer à un opérateur privé qualifié tout ou partie des activités des services publics de l'eau et/ou de l'assainissement.

Les opérateurs privés peuvent également intervenir dans le cadre de contrats de management conclus avec les concessionnaires publics ou avec leurs filiales, ce qui est le cas actuellement pour la gestion des services publics de l'eau des quatre grandes agglomérations du pays (Alger, Oran, Constantine, Annaba-Tarf).

La convention de délégation de gestion des services publics fixe notamment la consistance des prestations, les responsabilités engagées ainsi que les modalités de rémunération du délégataire et les paramètres d'évaluation de la qualité de service.

S'agissant des tarifs des services publics de l'eau, ils sont fixés par l'opérateur (organisme exploitant), contrôlés et approuvés par l'institution délégante dans le respect du système tarifaire établi selon les principes de progressivité, de sélectivité et de solidarité entre les usagers.

3. les mesures, structures et institutions, dont la mise en place serait nécessaire:

L'évaluation des opérations de délégation de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement est assurée par une autorité de régulation créée par décret exécutif n° 08-303 du 27 septembre 2008. Cette institution a un statut d'autorité administrative autonome.

L'opérationnalité de l'autorité de régulation est liée à la mise en place d'instruments et outils d'évaluation portant essentiellement sur la qualité du service et la tarification.

4. les responsabilités du secteur privé participant dans les services d'eau et d'assainissement:

Les responsabilités des opérateurs privés sont définies, au cas par cas, par voie contractuelle et ceci, dans le respect :

- des règles de gouvernance des services publics (obligations fixées par les cahiers des charges et les règlements de service).
- des objectifs opérationnels en matière de qualité des prestations aux usagers (continuité du service, qualité de l'eau, relations commerciales).

L'évaluation des performances des opérateurs s'effectue au moyen d'indicateurs correspondant aux activités de gestion technique, financière et commerciale ainsi qu'au transfert de savoir-faire.